

La Présidence

Le Conseiller Diplomatique

**INTERVENTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION,
MONSIEUR CHEIKHE HADJIBOU SOUMARE,
DEVANT LES AMBASSADEURS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST ACCREDITES A BRUXELLES, A L'OCCASION
DU DÎNER ORGANISE, LE 27 FEVRIER 2012**

Excellences,
Mesdames,
Messieurs,

Merci à toutes et à tous d'avoir honoré de votre présence cette invitation qui se nourrit de la communauté de destin qui nous unit, sur le socle de la solidarité.

J'y vois l'expression de l'amitié et de la communion qui cimentent notre communauté de destins que vous représentez avec engagement, ici à Bruxelles, creuset de la Diplomatie économique.

Je mesure, à cet égard, les sommes d'efforts que vous déployez pour la défense des intérêts de notre Région dans le partenariat aussi bien sud/sud, le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) que Nord/Sud, avec l'Union Européenne.

C'est dire que je ne pouvais pas entamer cette visite sans commencer par vous, nos dignes représentants.

Comme vous le savez, cette visite se tient au moment où l'Europe, notre partenaire privilégié, est ballotée par une forte crise financière qui constitue une préoccupation majeure pour le monde entier.

Nous sommes donc appelés à gérer avec beaucoup d'effort et d'imagination, les effets de cette crise qui ne manquera pas d'avoir un impact négatif sur nos économies.

Je voudrais également partager avec vous, les crises internes qui secouent notre propre Région qui se débat dans l'insécurité alimentaire, la recrudescence de la violence, des actions de rébellion.

Qu'il me soit permis, dans ce climat d'instabilité, de rappeler l'importante décision prise par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de

l'Union, le 30 mai 2011, à Lomé, de faire de la Paix et de la Sécurité, un chantier majeur.

Je voudrais également évoquer les mesures urgentes prises par le Conseil des Ministres extraordinaire de l'UEMOA, le 20 février 2012, pour faire face à la crise alimentaire. Cette réunion a été précédée par celle de haut niveau, à Niamey, le 14 février 2012, sur la famine dans le sahel. Nous voudrions solliciter l'accompagnement de l'Union Européenne dans la résolution de ce fléau à travers notamment les ressources du volet sécurité alimentaire du 10^{ème} FED.

Je sais d'avance pouvoir compter sur votre appui pour relever ces défis dans un esprit de parfaite coordination et de complémentarité avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Permettez-moi, à ce titre de saluer la synergie que nous avons toujours développée pour défendre ensemble les intérêts de notre Région.

Je pense notamment au financement du Développement, à l'Accord du Partenariat Economique, à la Migration, à l'Energie, à l'Agriculture, aux Infrastructures.

En ce qui concerne le financement du Développement, je voudrais réaffirmer la volonté de l'UEMOA à mettre en œuvre les engagements issus de la réunion tripartite UEMOA-CEDEAO-CE, de décembre 2011, afin de sécuriser les ressources. En effet, la revue du 10^{ème} FED montre que l'Afrique de l'Ouest a un niveau d'engagement des ressources faibles (5,24 %).

Au demeurant, ma visite à Bruxelles s'inscrit dans cette volonté d'approfondissement et de renforcement de ces différents domaines de coopération.

Elle s'inscrira, en un mot, à rester fidèle à ce qui doit être au centre des préoccupations véritables : les populations.

En effet, nous devons toujours veiller à ce que notre intégration soit celle des peuples, qu'elle leur procure la sécurité humaine qui est la meilleure synthèse des aspirations et des attentes.

Il s'agira donc, en 2012, de renforcer les capacités des Etats dans la gestion des politiques économiques, en vue de consolider leurs performances et leur insertion dans l'environnement international, afin de sortir définitivement de la crise. Dans ce sens, la convergence macroéconomique demeure, plus que jamais, une priorité dans le contexte économique actuel où les fortes contraintes de dépenses liées aux exigences des programmes de lutte contre la pauvreté commandent que le cadre des finances publiques soit mieux organisé, la transition fiscale soit effective et des statistiques fiables disponibles, de sorte à permettre une bonne mobilisation de recettes et une gestion efficace et transparente des ressources publiques.

Un des facteurs importants de la compétitivité du secteur industriel est la réduction du coût des facteurs de production. La place de l'énergie est prépondérante dans toute stratégie concourant à cet objectif. C'est pourquoi la mise en œuvre de l'Initiative Régionale pour le Développement de l'Energie, sera marquée par le démarrage des chantiers prévus dans le cadre de la résorption du déficit énergétique, la réforme du secteur de l'électricité et l'opérationnalisation (financement et réalisation) du Programme Régional d'Economie d'Energie (PREE).

C'est sur cette note que je vous exprime, à nouveau, ma profonde gratitude ainsi que mes vœux de succès continus dans votre noble mission au service de nos peuples.

Je lève mon verre à l'harmonie, à la prospérité, à la paix dans notre région et à votre santé.